

sujet, puis-je poser une autre question supplémentaire? La réponse du ministre signifie-t-elle qu'il n'avait communiqué avec ni l'un ni l'autre des co-présidents de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme et que l'analogie entre sa déclaration, à l'ouverture du Centre linguistique de la fonction publique, et la recommandation que contient le rapport de la Commission est pure coïncidence?

M. l'Orateur: Le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles a la parole.

Des voix: Répondez.

[Français]

L'hon. M. Pelletier: Monsieur le président, je viens de répondre à la question. J'ai dit que je n'avais pas communiqué avec l'un ou l'autre des présidents ou avec les commissaires à ce sujet. J'ai toutefois répondu au député, qui n'a pas semblé comprendre, qu'il ne s'agissait pas d'une simple coïncidence, mais qu'une telle initiative semble se trouver dans le prolongement normal de l'action entreprise par le gouvernement au niveau de la Fonction publique, en matière de bilinguisme.

L'ÉNERGIE

LES ENTRETIENS DU MINISTRE AVEC
M. WALTER HICKEL

[Traduction]

M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources une question découlant de ses entretiens préliminaires avec M. Walter Hickel, secrétaire de l'Intérieur des États-Unis.

Comme ces entretiens soulèvent beaucoup d'intérêt de part et d'autre, et étant donné la déclaration que le ministre a lui-même faite à la presse, serait-il disposé à renvoyer à un comité permanent ou à un comité spécial approprié toute la question de la politique de l'énergie intégrée afin que le Parlement puisse avoir l'occasion d'étudier le sujet, au lieu d'être mis en face d'un fait accompli, comme cela s'est produit dans le cas du traité du Columbia?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je serais très heureux d'examiner la proposition du député, mais il n'ignore pas que la commission Schultz est sur le point de terminer ses travaux et de faire rapport au Président. Il peut bien arriver que dans la poursuite de nos négociations avec les États-Unis, la question de la politique pétrolière soit

[M. Nowlan.]

réglée indépendamment de toute initiative plus importante que nous pourrions prendre avant la reprise de la session.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Comme le ministre a déclaré l'autre jour à la Chambre que, selon lui, il était peu rentable d'acheminer le pétrole de l'Ouest par pipe-line à Montréal, serait-il prêt à déposer, à l'appui de sa déclaration, les documents de travail et les données recueillies par le gouvernement?

L'hon. M. Greene: Monsieur l'Orateur, à l'époque de la Commission Borden, la Chambre étudiait déjà des documents ayant trait au coût d'un oléoduc jusqu'à Montréal. J'ai dit que je préférerais de beaucoup voir vendre le pétrole de l'Alberta sur les marchés les plus commodes et les plus rentables, plutôt que de le vendre où il rapporterait moins de bénéfices aux producteurs, pourvu qu'on veuille en même temps à la protection des intérêts du consommateur canadien.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Une autre question supplémentaire. Étant donné que la vente de pétrole aux États-Unis n'exclut pas l'acheminement du pétrole vers Montréal, le ministre voudrait-il fournir à la Chambre les données qui permettraient aux députés d'étudier la faisabilité économique d'un écoulement du pétrole de l'Ouest vers Montréal?

M. l'Orateur: C'est un type de données qui ne peut être fourni maintenant. Le député veut dire sans doute que le ministre pourrait faire une déclaration au moment opportun.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je ne demande pas au ministre de faire une déclaration ni de donner des renseignements tout de suite, mais simplement de signaler s'il consentirait à déposer les documents.

L'hon. M. Greene: Monsieur l'Orateur, on ne trouverait pas ce renseignement dans un document isolé. Certes, il existe de nombreuses études sur ce sujet. Je considérerai volontiers la demande du député et si un débat étendu, au niveau des comités ou à une autre niveau, devait servir l'intérêt national, j'y songerais très volontiers.

LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

LES LEVÉS ENTREPRIS DANS LE NORD DE
L'ONTARIO PAR LE CORPS DU GÉNIE DES
ÉTATS-UNIS

M. G. H. Aiken (Parry Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplé-